



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU CHER

DIRECTION de la
RÉGLEMENTATION
GÉNÉRALE et de
l'ENVIRONNEMENT
Bureau des procédures et
de la concertation locale

-
Installation classée soumise
à autorisation .
-

Pétitionnaire :
Société RIC
ENVIRONNEMENT

APC

Arrêté complémentaire n°2006.1. 744 du 23 mai 2006
portant agrément pour l'exploitation d'installations de découpage
ou de broyage de véhicules hors d'usage (broyeur)

Le Préfet du Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

*Abouq
par AP 27/02/08*
Vu la partie législative du code de l'environnement

Vu le code de l'environnement, notamment les titres I et IV de son livre V,

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles 18 et 43-2,

Vu le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,

Vu le décret n° 2003-727 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, et notamment ses articles 9 et 12,

Vu l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage,

Vu l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage,

Vu l'arrêté préfectoral autorisant la SA Récupération Industrielle du Centre à exploiter une installation de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage,

Vu l'arrêté n° 2005.1.708 du 29 juin 2005 imposant des prescriptions complémentaires à une installation classée soumise à autorisation,

Vu la demande d'agrément, présentée le 25 mars 2006, par la société RIC ENVIRONNEMENT, pour l'installation qu'elle exploite sur la commune de La Chapelle Saint Ursin, en vue d'effectuer la dépollution et le broyage des véhicules hors d'usage,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 avril 2006,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 9 mai 2006,

Considérant que la demande d'agrément présentée le 25 mars 2006 comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage,

Considérant que le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges « broyeur » défini en annexe II de cet arrêté,

Considérant que les non-conformités relevées par l'organisme qualifié demeurent limitées tant par leur nombre que par leur impact sur l'environnement et la santé,

Considérant que le pétitionnaire n'a pas d'observations à formuler,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture du Cher ;

ARRETE

Article 1.

La société RIC ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé Z.I. des Forges, route de Foëcy à Vierzon, est agréée pour effectuer le broyage des véhicules hors d'usage sous le numéro **PR 18 00003 B** ("broyeur"), pour le site qu'elle exploite au lieu dit « les Laburets », sur la commune de la Chapelle Saint Ursin.

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2.

La société RIC ENVIRONNEMENT est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, **dans un délai de 4 mois** à partir de la notification du présent arrêté, les justificatifs de réalisation des travaux mis en évidence par l'organisme de contrôle lors de l'attestation de conformité du 27 février 2006.

Article 3

L'arrêté préfectoral du 17 décembre 1990 susvisé est complété par les articles suivants :

Article 3-1

Les véhicules hors d'usage sont remis par des démolisseurs agréés au titre du décret n° 2003-727 relatif à l'élimination des VHU et par des particuliers ou des garages. Les véhicules hors d'usage proviennent du département et des départements limitrophes.

La quantité annuelle admise maximale est limitée à 30 000 véhicules hors d'usage, soit 27 000 tonnes.

Article 3-2

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention.

Les pièces graisseuses, y compris les pièces destinées à la vente, sont entreposées dans des lieux couverts.

Article 3-3

Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.

Article 3-4

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés.

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie.

Article 3-5

- Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnés aux articles 3-2 et 3-3, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérés et traités avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent.

Article 4

La société RIC ENVIRONNEMENT est tenue, d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

Article 5 Délais et voies de recours(article L 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative par le demandeur ou l'exploitant **dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

Les délais de recours prévus par l'article L 514-6 du code de l'environnement ne sont pas interrompus par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou par un recours devant une juridiction incompétente.

Article 6

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement Centre, l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au pétitionnaire et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher.

Bourges, le 23 MAI 2006

Le Préfet,


Pour le Préfet :
Le Secrétaire Général,
Francis CLOPIS